



# OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N°153 16 AVRIL 2019

## SOMMAIRE

- ▼ ACTUALITE REGIONALE
- ▼ CONJONCTURE
- ▼ ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
- ▼ PROJETS ET FINANCEMENTS
- ▼ SECTEURS D'ACTIVITES
  - AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
  - ENERGIE ET MATIERES PREMIERES
  - INDUSTRIE
  - SERVICES
- ▼ ENTREPRISES
- ▼ CARNET ET AGENDA

OUVERTURE DES  
NEGOCIATIONS SUR  
LA ZONE DE LIBRE-  
ECHANGE  
CONTINENTALE  
(ZLEC) AFRICAINE

**KENYA :**  
DEVELOPPEMENT DE  
DEUX PROJETS  
SOLAIRES DE 10  
MW

**CAP-VERT :** FORUM  
D'INVESTISSEMENT  
DU CAP-VERT :  
560 M USD A  
MOBILISER

**DJIBOUTI :**  
ARBITRAGE EN  
FAVEUR DE DP  
WORLD

**LIBERIA :** PROJET DE  
CONSTRUCTION  
D'UN MARCHÉ  
POUR 3,8 M USD  
FINANCE PAR LE  
JAPON

**MAURITANIE :**  
HAUSSE DES  
ECHANGES  
EXTERIEURS

**TANZANIE :** MONTEE  
EN PUISSANCE DE LA  
FILIERE DE  
TRANSFORMATION DE  
LA VIANDE

**CAMEROUN :** UN  
NOUVEAU CODE  
PETROLIER ADOPTE  
PAR LE PARLEMENT

**COTE D'IVOIRE :** DE  
BONNES  
PERSPECTIVES POUR  
LA FILIERE  
CIMENTIERE



MINISTÈRE  
DE L'EUROPE ET DES  
AFFAIRES ÉTRANGÈRES

MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE  
ET DES FINANCES

## ACTUALITE REGIONALE

---

### ▼ Cameroun : la Commission des marchés financiers officiellement absorbée par la Cosumaf

La Commission des marchés financiers (CMF) du Cameroun a été officiellement dissoute le 31 mars dernier à Douala. La convention d'unification de la Commission de surveillance du marché financier de l'Afrique centrale (Cosumaf) avec la CMF a été signée par les présidents respectifs des deux institutions et constitue une nouvelle étape dans le processus d'unification des marchés financiers de la CEMAC, décidée par les chefs d'Etat de la sous-région lors de leur session extraordinaire tenue le 30 octobre 2017 à N'Djamena. La nouvelle configuration du marché financier régional devrait être mise en place au plus tard le 30 juin 2019.

✉ [alix.nembot@dgtresor.gouv.fr](mailto:alix.nembot@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Ouverture des négociations sur la zone de libre-échange continentale (ZLEC) africaine

44 pays africains avaient signé l'accord prévoyant l'instauration d'une ZLEC en mars 2018 à Kigali. Il fallait au moins 22 ratifications pour l'entrée en vigueur du texte. C'est désormais chose faite depuis le 2 avril avec la ratification de l'accord par la Gambie. L'accord entrera en vigueur en principe en juillet prochain à l'occasion d'un sommet extraordinaire de l'UA à Niamey. Certains pays, dont le Nigéria, manquent encore à l'appel. A terme, selon les projections officielles, la ZLEC devrait générer 3 000 Mds USD sur le PIB consolidé, 300 000 emplois directs, plus de 2 M d'emplois indirects et permettrait de porter le commerce intra-africain à 25 % à l'horizon 2023 (entre 15% et 18 % aujourd'hui).

✉ [alpha.ly@dgtresor.gouv.fr](mailto:alpha.ly@dgtresor.gouv.fr)

## CONJONCTURE

---

### ▼ Cameroun : les exportations de bananes en hausse au premier trimestre 2019, en dépit des difficultés de la CDC

Selon l'Association bananière du Cameroun, sur les trois premiers mois de l'année, les exportations de bananes atteignent 62 961 tonnes contre 59 144 tonnes au cours de la même période en 2018, soit une progression de 6,5 %. Cette progression est principalement le fait de l'augmentation des exportations de la PHP, filiale de la Compagnie fruitière, à 58 067 tonnes (+28,9 %). La CDC, deuxième acteur du marché de la banane dans le pays, a disparu du fichier des exportateurs depuis septembre 2018 à cause de la situation de crise dans les régions anglophones du Cameroun où se trouvent ses plantations. La Boh Plantations a également participé à cette embellie en doublant ses exportations à 4 894 tonnes (+99,8 %)

✉ [alix.nembot@dgtresor.gouv.fr](mailto:alix.nembot@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Congo-Brazzaville : quatre ministères vont expérimenter le Sigfip

Les ministères de l'Intérieur et de la Décentralisation, de l'Energie, de la Construction et des Finances et du Budget ont été sélectionnés pour expérimenter le nouveau système intégré de gestion des finances publiques (Sigfip). Les autres ministères seront progressivement intégrés à cet outil à l'issue de cette phase test, avec l'objectif d'assurer la couverture intégrale de toutes les administrations publiques centrales d'ici le 30 juin. Cet outil va permettre d'évaluer les coûts des politiques publiques mises en œuvre et de maîtriser les recettes et les dépenses de l'État. La modernisation du Sigfip du Congo-Brazzaville s'inscrit dans le cadre des directives du cadre harmonisé de la CEMAC de décembre 2011.

✉ [Ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr](mailto:Ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Tchad : l'économie tchadienne reste soumise à de nombreuses pressions

Après trois années consécutives de contraction, l'activité économique non pétrolière s'est stabilisée et les pressions sur la situation budgétaire du gouvernement se sont apaisées. La production pétrolière a connu un remarquable rebond en 2018 et la croissance du secteur non pétrolier est estimée à 0,5 %. Le taux d'inflation moyen a grimpé à 4 % en 2018, essentiellement en raison d'une augmentation de 90 % du tarif règlementé de l'eau potable en mai 2018. Pour 2019, la politique budgétaire devrait entraîner une augmentation des dépenses, y compris dans les secteurs sociaux. L'effet de la baisse du cours du pétrole devrait être compensé par des recettes fiscales plus élevées, car le plus important opérateur pétrolier du pays devrait commencer à payer l'impôt sur les sociétés.

✉ [couleaudc@afd.fr](mailto:couleaudc@afd.fr)

### ▼ Cap-Vert : forum d'investissement du Cap-Vert : 560 M USD à mobiliser

Le ministre des Finances du Cap-Vert, Olavo Correia, a annoncé que le pays envisage de mobiliser au moins 560 M USD en juillet prochain. Ce montant permettrait de financer des projets développés par des entrepreneurs locaux. Il sera mobilisé auprès de plusieurs bailleurs de fonds et partenaires financiers qui prendront part au Forum d'investissement du Cap-Vert (CVIF), prévu du 1<sup>er</sup> au 3 juillet 2019.

✉ [diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr](mailto:diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Côte d'Ivoire : renforcement de la coopération économique avec la Belgique

Une délégation belge, conduite par l'ambassadeur de la Belgique en Côte d'Ivoire, vient de séjourner à Abidjan dans le cadre du renforcement des relations bilatérales économiques entre la Côte d'Ivoire et la Belgique. Elle a rencontré la Chambre de commerce et d'industrie de Côte d'Ivoire. Selon l'*International Trade Centre*, les exportations de la Côte d'Ivoire vers la Belgique sont estimées à environ 615 M EUR en 2017 quand les importations du pays en provenance de la Belgique sont évaluées à environ 351 M EUR sur la même période. En 2017, la Belgique était ainsi le 5<sup>ème</sup> partenaire commerciale de la Côte d'Ivoire (6,2 % des exportations et 4,6 % des importations du pays).

✉ [alpha.ly@dgtresor.gouv.fr](mailto:alpha.ly@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Guinée : 2<sup>ème</sup> édition des rencontres d'affaires

La 2<sup>ème</sup> édition des rencontres d'affaires s'est tenue à Conakry du 1<sup>er</sup> au 4 avril. Durant quatre jours, les chefs d'entreprises françaises ont pu échanger avec des entrepreneurs guinéens sur les opportunités d'investissement dans le pays. Dans son discours d'ouverture, l'Ambassadeur de France en Guinée a indiqué que le climat des affaires dans le pays s'est nettement amélioré ces cinq dernières années. Le ministre des Finances guinéen a rappelé les efforts mis en œuvre par le gouvernement pour renforcer le cadre institutionnel du pays, en évoquant notamment la mise en place d'un ministère des Investissements et des Partenariats publics privés.

✉ [lognara.traore@dgtresor.gouv.fr](mailto:lognara.traore@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Mauritanie : appui budgétaire de 25 M EUR de l'Union européenne

Une convention de financement d'un montant de 25 M EUR (1 Md MRU) a été signée entre l'Union européenne et le gouvernement mauritanien pour un appui budgétaire à la Mauritanie. Cet appui vise à accroître les capacités du gouvernement mauritanien pour mettre en œuvre sa Stratégie de croissance accélérée et de prospérité partagée (SCAPP) et soutenir particulièrement le maintien de la sécurité et la gestion de la migration irrégulière. L'accord comprend une aide budgétaire d'un montant de 20 M EUR sur 2019-2020 et un appui complémentaire de 5 M EUR.

✉ [mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr](mailto:mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Mauritanie : hausse des échanges extérieurs

Au cours du 4<sup>ème</sup> trimestre 2018, les échanges commerciaux de la Mauritanie avec le reste du monde sont évalués à 45,3 M MRU (1,1 M EUR), enregistrant une hausse de 4,7 % par rapport au trimestre précédent et une progression de 20,1 % en g.a (importations +6,1 % et exportations +3,1 %). Les importations sont dominées par les produits pétroliers (38 %), les denrées alimentaires (16,5 %) et les matériaux de construction (14 %). Les exportations se composent principalement de poissons (31 %), de fer (27 %), d'or (19 %) et de cuivre (14 %). Au terme de ce trimestre, l'Europe reste le premier fournisseur du pays avec une part de marché de 49%. Par pays, les principaux fournisseurs sont l'Espagne (14 %), la Chine (12 %), la Belgique (13,2 %), les Pays-Bas (5,2 %) et la France (4,9 %).

✉ [mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr](mailto:mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Sénégal : nouveau programme de 65 M EUR du Luxembourg

La 1<sup>ère</sup> réunion du comité de pilotage du programme de coopération entre le Sénégal et le Luxembourg sur les 4 prochaines années a eu lieu le 29 mars 2019. Une enveloppe de 65 M EUR a été allouée aux secteurs de la santé, de la protection sociale, de la formation professionnelle et de l'employabilité des jeunes. Une attention particulière sera accordée aux questions du genre, de l'environnement, de la territorialisation des politiques publiques, des réformes liées à la modernisation de l'administration publique et du cadre harmonisé des finances publiques de l'UEMOA. Outre ces actions prioritaires, le programme prévoit la mise en place d'un pôle de formation professionnelle de référence dans la zone péri-urbaine de Dakar axé sur les NTIC.

✉ [diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr](mailto:diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Sénégal : initiative de 2,5 Mds EUR de *Choose Africa* pour les PME africaines

Le programme français *Choose Africa*, dont l'ambition est de contribuer à accélérer le développement des TPE, PME et start-up africaines a été officiellement lancé le 29 mars à Dakar, en présence du ministre français de l'Economie et des Finances Bruno Le Maire et de son homologue sénégalais, le ministre Amadou Ba. Le programme est financé à hauteur de 1 640 Mds FCFA (2,5 Mds EUR) par la France, pour accompagner plus de 10 000 start-up et PME africaines d'ici 2022.

✉ [diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr](mailto:diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Ghana : le pays a achevé son programme avec le FMI

Le programme de facilité élargie de crédit avait débuté en 2015 pour un montant de 925,9 M USD sur 3 ans. Malgré une situation macroéconomique stabilisée, plusieurs vulnérabilités persistent, notamment le service de la dette qui représente 43 % des revenus de l'Etat. D'après le FMI, cette situation rend toujours élevé un risque de surendettement en cas de choc externe. Le gouvernement n'a pas souhaité s'engager dans un nouveau programme, mais le FMI continuera à effectuer au titre de l'article IV de ses statuts une revue annuelle de la stabilité macroéconomique du pays et à émettre des recommandations. Le gouvernement s'est également dit prêt à solliciter le FMI pour des missions d'appui technique en matière de finances publiques.

✉ [virgile.satge@dgtresor.gouv.fr](mailto:virgile.satge@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Ghana : les valeurs de la bourse ghanéenne dévissent au premier trimestre

Après une année de stagnation en 2018, l'indice boursier ghanéen a perdu près de 15 % de sa valeur au Q1 2019 et ce malgré l'amélioration de la situation macroéconomique du pays ces 24 derniers mois. 78 % des ventes d'actions sur la période auraient été le fait de résidents étrangers. Les autorités ghanéennes lient cette évolution à la fin du programme FMI et aux anticipations des investisseurs d'un accroissement du risque de dérapage fiscal d'ici aux élections présidentielles de 2020. L'expérience des scrutins de 2012 et de 2016, qui avaient donné lieu à des déficits proches de 10 % du PIB, justifierait cette position. Une récente loi budgétaire limite cependant le déficit public à 5 % du PIB hors circonstances exceptionnelles.

✉ [virgile.satge@dgtresor.gouv.fr](mailto:virgile.satge@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Nigéria : le Conseil d'administration du FMI conclut les consultations au titre de l'article IV de 2019

La revue annuelle du FMI confirme le redressement de l'économie nigériane en 2018 avec une croissance du PIB de 1,9 % contre 0,8 % l'année précédente. L'inflation a atteint 12,1 % sur la période. Equivalents à 8 % du PIB en 2018, les revenus totaux de l'Etat sont restés inférieurs aux dépenses totales, qui ont représenté 12,5 % du PIB. Ce déficit a été financé par une hausse de 12 % de l'endettement public en un an. Estimé à 24 387 Mds NGN (79,7 Mds USD) par le *Debt Management Office*, soit 28,4 % du PIB selon le FMI, le stock de dette publique était réparti selon un ratio dettes externe / domestique de 32/68 fin décembre 2018, contre 27/73 un an auparavant.

✉ [paul.vernus@dgtresor.gouv.fr](mailto:paul.vernus@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Djibouti : prévision de croissance à 7 % en 2019

Dans son dernier rapport sur Djibouti, la Banque mondiale annonce une prévision de croissance à 7,0 % pour 2019, après respectivement 4,1 % et 6,0 % en 2017 et 2018. L'activité économique serait tirée par les exportations de services de transports, de logistique et de télécommunications. Ces secteurs ont en effet bénéficié d'investissements massifs, notamment via le développement de l'infrastructure portuaire et la construction d'une ligne ferroviaire reliant Djibouti à l'Éthiopie. Les perspectives dessinent une croissance qui devrait osciller aux alentours des 8 % jusqu'à 2023.

✉ [marion.cochet@diplomatie.gouv.fr](mailto:marion.cochet@diplomatie.gouv.fr)

### ▼ Djibouti : restructuration d'une partie de la dette détenue par le Fonds koweïtien pour le développement économique arabe (FKDEA)

Le 19 mars 2019, l'État djiboutien et le FKDEA ont signé une convention portant sur la restructuration de prêts souverains d'un montant de 104 M USD, concernant notamment le renforcement du réseau électrique, la construction de logements sociaux et la rénovation de la route Tadjourah-Balho. Cette convention prévoit le rééchelonnement des remboursements sur 30 ans avec une période de grâce de 5 ans et un taux d'intérêt de 1 %. Pour rappel, les conditions initiales prévoyaient des délais de remboursement oscillant entre 13 et 20 ans, un délai de grâce de 3 ans en moyenne et un taux d'intérêt de 2 %.

✉ [marion.cochet@diplomatie.gouv.fr](mailto:marion.cochet@diplomatie.gouv.fr)

### ▼ Ouganda : augmentation de l'endettement public

Selon le ministère des Finances ougandais, le stock de la dette publique aurait augmenté de 12,6 % entre juin 2017 et juin 2018 pour atteindre 11,5 Mds USD, soit 44,3 % du PIB. Cette dynamique s'explique par une hausse de 18 % de la dette externe, cette dernière étant passée de 6,2 Mds USD à 7,3 Mds USD sur la période, tandis que la dette domestique aurait progressé de moins de 4 %. La part de la dette externe dans l'endettement total a donc progressé pour atteindre 63,5 %, contre 60,5 % un an auparavant. La croissance de 45 % de la dette bilatérale en un an proviendrait en partie des prêts octroyés par la Chine, dont le montant exact n'est cependant pas public.

✉ [benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr](mailto:benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Kenya : renforcement de l'inclusion financière

Selon l'étude 2019 *FinAccess Household Survey Report*, l'accès aux services financiers formels se serait considérablement accru au Kenya au cours de la décennie écoulée, passant de 27 % de la population en 2006 à 83 % en 2018. Le Kenya se classe ainsi à la troisième position en matière d'inclusivité financière en Afrique derrière les Seychelles (95 %) et l'Afrique du Sud (90 %), et devant la Namibie (73 %) et le Rwanda (68 %). Cette performance s'explique essentiellement par un taux de pénétration des services *mobile money* de 79,4 % en 2018. Malgré cet accès élargi aux services financiers, plus de 60 % des Kenyans auraient encore recours à des circuits financiers informels, notamment via les *chamas*, groupes informels où les membres mettent en commun leurs ressources pour financer un prêt à un membre du groupe.

✉ [benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr](mailto:benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Ouganda : utilisation de la manne pétrolière à des fins de financement du déficit public

Selon le rapport semestriel du vérificateur général des comptes, présenté au Parlement en mars 2018, environ 53,9 M USD ont été transférés du *Petroleum Fund* vers l'*Uganda Consolidated Fund*, le compte public qui recueille toutes les sources de revenus et de financements de l'État, dans le cadre de l'exercice budgétaire 2018-2019. Cette décision du ministère des Finances fait suite à un précédent transfert de 32,3 M USD au cours de l'exercice budgétaire 2018-2019. Les actifs détenus par le fonds pétrolier s'élevaient à 129,0 M USD en juin 2017 contre 77,8 M USD en décembre 2018, soit une diminution de l'ordre de 40 % en un an et demi. Si les dispositions du *Public Finance Management Act* de 2015 autorisent l'utilisation des fonds en vue de dépenses de développement, l'utilisation exacte de ces transferts reste opaque.

✉ [benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr](mailto:benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Madagascar : Légère hausse de la dette publique au 3ème trimestre 2018**

Dans son dernier bulletin statistique portant sur le troisième trimestre 2018, la Direction générale du Trésor public fait état d'une augmentation de l'endettement public. Ainsi, à la fin septembre 2018, l'encours de la dette publique s'élevait à 4,0 Mds USD, soit 31,8 % du PIB, en hausse de 3,5 % par rapport à juin 2018. Elle est répartie entre 74,7% de dette extérieure et 25,3 % de dette domestique. Pour rappel, la dette externe publique, en légère hausse de 1,2 % (3,0 Mds USD), est composée pour près de 80,0 % de dette envers les organismes multilatéraux contre 9,7 % auprès des créanciers bilatéraux, 6,1 % envers les banques commerciales et 6,5 % d'arriérés.

✉ [eric.noitakis@dgtresor.gouv.fr](mailto:eric.noitakis@dgtresor.gouv.fr)



## ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

---

### ▼ Congo-Brazzaville : remise à plat des exonérations fiscales et douanières

Le contrôle des exonérations accordées en dérogation à la charte des investissements et au code général des impôts, mené par l'inspection générale des finances, intervient alors que la douane s'est assignée pour objectif de collecter 150 Mds FCFA de recettes en 2019. A elles seules, les exonérations douanières représenteraient un manque à gagner de plus de 100 Mds FCFA pour l'État. Les conventions d'établissement de 286 sociétés seraient concernées. Les entreprises ont jusqu'à fin avril pour justifier les exonérations exceptionnelles et les privilèges fiscaux accordés. A ce jour une trentaine de sociétés contrôlées répondraient aux conditions exigées. L'opération a le mérite d'assainir une situation souvent génératrice de concurrence déloyale.

✉ [catherine.dumarche@dgtresor.gouv.fr](mailto:catherine.dumarche@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Congo-Brazzaville : vers la mise en place d'un fonds de garantie

L'Assemblée nationale a adopté le 5 avril une loi portant création du Fonds d'impulsion, de garantie et d'accompagnement (FIGA) des TPE et PME, qui vise à faciliter l'accès au crédit pour ces catégories d'entreprises. L'État s'engagerait à garantir jusqu'à hauteur de 65 % de la valeur du crédit résiduel (30 % du coût du projet devra être versé par le porteur de projet et les institutions financières et banques privées seraient sollicitées pour participer au capital du fonds aux côtés de l'État). Si l'idée est bonne, la trésorerie encore fragile de l'État congolais pourrait décourager les adhésions.

✉ [catherine.dumarche@dgtresor.gouv.fr](mailto:catherine.dumarche@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Congo-Brazzaville : une nouvelle plateforme pour lutter contre la corruption et la fraude dans les marchés publics

Partant du constat que l'entrée en vigueur du code des marchés publics de 2009 n'a pas permis d'éradiquer les pratiques de surfacturation et de corruption dans ce domaine, des spécialistes congolais en passation des marchés ont créé l'Association des spécialistes en passation des marchés du Congo (ASPM), une plateforme qui vise à promouvoir les bonnes pratiques dans ce secteur. L'ASPM a lancé ses activités le 5 avril en inscrivant dans son plan d'actions des programmes de vulgarisation des instruments juridiques existants auprès des établissements universitaires et des administrations, ainsi que la mise en synergie des bailleurs et des ministères.

✉ [ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr](mailto:ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Etablissement d'une déclaration de transit électronique désormais obligatoire pour toute opération d'import-export entre le Togo et le Niger

A compter du 1<sup>er</sup> avril 2019, pour toutes les opérations d'importation ou d'exportation de marchandises entre le Togo et le Niger, les usagers devront obligatoirement établir préalablement une déclaration de transit électronique (T1) dans le système informatique interconnecté entre les deux pays. Selon le syndicat des commerçants importateurs, exportateurs et grossistes du Niger (SCIEGN), cette exigence prépare l'interconnexion douanière entre le Togo et le Niger.

✉ [cossuc@afd.fr](mailto:cossuc@afd.fr)

### ▼ Nigéria : le pays ne veut plus accorder de projet d'exploitation gazière sans mesures contre le torchage

Le directeur général de la société publique nigériane du pétrole (NNPC) a déclaré qu'aucun nouveau projet d'exploitation gazière ne serait approuvé s'il ne présentait pas de mesure claire pour réduire le torchage du gaz. Pour rappel, le gouvernement souhaite mettre fin à cette pratique à l'horizon 2020, alors que l'équivalent de 987 M USD de gaz naturel auraient été torchés au Nigéria en 2018. Par ailleurs, la société nigériane *Axxela*, propriété d'*Helios Investment Partners*, vient d'inaugurer le réseau de gazoducs *Greater Lagos IV* (Ijora-Lagos Island), dont l'extension aurait coûté 30 M USD. Il sera développé par *Gaslink Nigeria*, filiale d'*Axxela*, et la *Nigeria Gas Marketing Company*.

✉ [pierre-edouard.charpentier@dgtresor.gouv.fr](mailto:pierre-edouard.charpentier@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Sierra Leone : l'Etat interdit la pêche industrielle et les exportations de poisson durant le mois d'avril

Selon la ministre de la Pêche Emma Kowa Jalloh, cette mesure doit permettre de reconstituer les stocks de poissons. Pour information, selon une étude publiée en 2017 par sept institutions et organismes de recherche, la pêche illégale représenterait environ 30 % des prises des flottes de pêche industrielle étrangères en Sierra Leone. Le secteur de la pêche est l'un des principaux pôles de l'économie nationale, représentant environ 10 % du PIB. Il représente aussi un enjeu de santé important, car la pêche fournit environ 80 % de l'apport en protéines animales du pays. A noter également, le secteur représenterait 3 % des exportations du pays.

[barthelemy.blanc@dgtresor.gouv.fr](mailto:barthelemy.blanc@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Djibouti : arbitrage en faveur de DP World

La cour d'arbitrage international de Londres a décidé que l'État djiboutien devrait verser 385 M USD de compensation (plus les intérêts) à l'émirati *DP World* pour avoir rompu unilatéralement le contrat d'exploitation du terminal à conteneurs de Doraleh (DCT) en février 2018. DCT, co-détenu par *DP World* à 33,3 % et Port de Djibouti S.A. (PDSA) à 66,7 %, avait été nationalisé en septembre 2018 en vertu du principe de souveraineté. *DP World* a parallèlement engagé une procédure juridique contre [China Merchants Port Holdings](#), détenteur d'actuellement 38,8 % de PDSA, pour avoir illégalement incité Djibouti à enfreindre divers accords conclus entre Djibouti et *DP World*.

✉ [marion.cochet@diplomatie.gouv.fr](mailto:marion.cochet@diplomatie.gouv.fr)

## PROJETS ET FINANCEMENT

---

### ▼ Congo-Brazzaville : la Chine renforce son emprise dans le secteur de l'énergie

La société publique *China Railways 20 Bureau group corporation* a obtenu l'accord des autorités congolaises pour réaliser les travaux de construction du barrage hydroélectrique de Sounda (600 MW). Les études de faisabilité de ce barrage ont été financées par la SFI, filiale de la Banque mondiale, et présentées en novembre 2017. Par ailleurs, l'assemblée nationale congolaise a approuvé, le 5 avril, la convention de prêt de 551,5 M USD remboursable sur 17 ans signé en 2005 entre le Congo et la société publique *China national Machinery Import and Export Corporation* pour le projet de construction du réseau de transport d'énergie associé à la centrale d'Imboulou (120 MW), de construction chinoise.

✉ [ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr](mailto:ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Bénin : une ONG estonienne sélectionnée pour opérationnaliser le projet SmartGouv

Dans le cadre du projet *SmartGouv* qui prévoit la mise en place de l'administration intelligente par la dématérialisation et l'informatisation des systèmes d'information et services publics (gestion des ressources humaines, paie, marchés publics, état civil, santé, justice...), le gouvernement a autorisé la contractualisation avec l'ONG estonienne *eGovernance Academy* qui se chargera d'assurer l'interopérabilité du système et de créer un portail national des services publics en ligne (Conseil des ministres du 03 avril 2019).

✉ [quentin.ernoult@dgtresor.gouv.fr](mailto:quentin.ernoult@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Bénin : négociations en cours avec un cabinet d'architecture japonais pour la maîtrise d'œuvre de projets hospitaliers publics

Le cabinet japonais *Architect Endo Takeshi*, qui a assuré la maîtrise d'œuvre de la construction de l'hôpital de zone d'Allada, est entré en phase de négociations avec le gouvernement béninois pour étendre sa maîtrise d'œuvre à de nouveaux projets hospitaliers publics : (i) construction et équipement d'un hôpital de 150 lits dans la zone sanitaire Adjarra/Avrankou/Akpro-Missérété, (ii) construction et équipement d'un hôpital de référence de 150 lits à Ouidah, (iii) extension et équipement de l'hôpital de zone d'Allada pour les spécialités de rang universitaire de réanimation, des grands brûlés et de traumatologie.

✉ [quentin.ernoult@dgtresor.gouv.fr](mailto:quentin.ernoult@dgtresor.gouv.fr)

**▼ Côte d'Ivoire : de bonnes perspectives pour la filière cimenterie**

Le ministre du Commerce, de l'Industrie et de la Promotion des PME a inauguré une unité de production de la société de cimenterie Prestige Ciment Côte d'Ivoire dans la zone industrielle PK24. L'entreprise sino-ivoirienne a investi 18 Mds FCFA (28 M EUR) dans la création de cette unité qui permettra une production annuelle de 1,2 M de t ainsi que la création de 160 emplois directs et 300 indirects pour un chiffre d'affaires de 40 Mds FCFA (62 M EUR). Parallèlement, *Dangote Cement*, une entreprise de l'homme d'affaires nigérian Aliko Dangote (1<sup>ère</sup> fortune d'Afrique), annonce un investissement de 150 Mds FCFA (230 M EUR) dans la construction d'une usine de fabrication de ciment qui générera 800 emplois directs dans le pays.

✉ [christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr](mailto:christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr)

**▼ Gambie : la Banque mondiale (BM), l'Union européenne (UE) et la Banque européenne d'investissement (BEI) allouent 164 M EUR au secteur des énergies renouvelables**

Le programme de développement des énergies renouvelables du gouvernement gambien obtient ses premiers financements auprès des bailleurs internationaux que sont la BM, l'UE et la BEI. Le soutien de la BM (58 M EUR) s'inscrit dans le cadre de son programme « Accord de projet d'accès régional à l'électricité de la CEDEAO » dont l'objectif est de fournir de l'énergie à 152 000 ménages, soit 1,1 M de personnes en Gambie, au Mali et en Guinée Bissau. L'UE financera le programme d'énergie renouvelable à hauteur de 106 M EUR, incluant 65 M EUR de prêt concessionnel sur 25 ans de la BEI et une subvention de 41 M EUR du budget de l'UE.

✉ [diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr](mailto:diadame.diaw@dgtresor.gouv.fr)

**▼ Guinée : soutien conjoint de la Banque mondiale et de l'AFD au secteur électrique**

La Banque mondiale et l'AFD ont signé le 1<sup>er</sup> avril 2019 une convention de financement en soutien au secteur électrique guinéen. Cette convention prévoit un financement de la Banque mondiale à hauteur de 50 M USD sur ressources IDA et de 50 M EUR de la part de l'AFD sous forme d'un prêt rétrocédé à l'entreprise Electricité de Guinée et à l'Agence guinéenne d'électrification rurale. Ce financement permettra également d'apporter des solutions d'électrification hors réseau à une dizaine de localités rurales isolées. Pour rappel, en 2017, le taux d'accès à l'électricité en Guinée était de 29 %, ramené à 18 % en déduisant les fraudes.

✉ [lognara.traore@dgtresor.gouv.fr](mailto:lognara.traore@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Guinée : lancement des travaux de construction du chemin de fer du Consortium SMB - Winning**

Les travaux de la voie ferrée (135 km) qui va relier le terminal de Dapilon du port de Boké et les gisements de bauxite situés à Santou et Houda ont été lancés en présence du Président guinéen le 29 mars 2019. Ce chemin de fer coûtera 1,2 Md USD et nécessitera 23 ponts et 3 tunnels. Le consortium s'est aussi engagé à réaliser un projet agricole de 10 M USD sur 60 000 ha. En plus du transport de bauxite, il facilitera le transport des personnes et des marchandises. A noter qu'avec une production annuelle de 60 M de t de bauxite, la Guinée est le 3<sup>ème</sup> producteur mondial et dispose des premières réserves mondiales de bauxite, estimées à 25 milliards de tonnes, soit la moitié des réserves mondiales).

✉ [lognara.traore@dgtresor.gouv.fr](mailto:lognara.traore@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Niger : PROPARCO réalise sa 1<sup>ère</sup> opération de soutien au secteur financier**

PROPARCO, filiale de l'AFD pour les financements au secteur privé, vient d'accorder à la Société nigérienne de banque (SONIBANK) une ligne de refinancement d'un montant de 10 M EUR pour soutenir les PME-PMI du pays. Cette ligne de crédit permettra à la SONIBANK (1<sup>ère</sup> banque commerciale du pays) de financer des entreprises dans de nombreux secteurs du tissu économique nigérien (agro-alimentaire, aviculture, immobilier, construction, transport, commerce, éducation et santé). Ce financement est un signal fort de l'engagement de PROPARCO à consacrer 1 Md EUR au soutien du secteur privé dans les pays en développement entre 2017 et 2020, et s'inscrit dans le cadre des interventions de l'AFD dans les pays du Sahel.

✉ [cossuc@afd.fr](mailto:cossuc@afd.fr)

▼ **Nigéria : l'Etat d'Ondo signe un protocole d'accord pour une raffinerie à 500 M USD**

Le protocole d'accord a été signé avec la société *Crown Refinery & Petrochemical Ltd* pour une durée de construction prévue de 36 mois. La production de la raffinerie est initialement fixée à 30 000 barils par jour (bpj) et pourrait atteindre 60 000 bpj à pleine capacité. Avec aujourd'hui quatre raffineries en état de marche, d'une capacité de production combinée théorique de 445 000 bpj, le gouvernement ambitionne de transformer 70% de sa production brute de pétrole sur le sol national d'ici 2030. Pour rappel, une raffinerie d'une capacité de 650 000 barils par jour et d'une valeur totale de 14 Mds USD est en cours de construction par le groupe Dangote. Sa mise en production devrait avoir lieu d'ici 2022.

✉ [pierre-edouard.charpentier@dgtresor.gouv.fr](mailto:pierre-edouard.charpentier@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Nigéria : *Air Peace* signe une commande pour 30 avions E195-E2 avec Embraer

La compagnie aérienne nigériane *Air Peace* a signé une commande ferme de 10 avions E195-E2 (capacité maximale de 144 passagers) avec le constructeur aéronautique brésilien Embraer. Ce contrat, qui constitue la première commande pour le modèle E-2 en Afrique, comprend aussi un droit d'achat pour 20 avions supplémentaires du même modèle. Dans le cas où tous ces droits seraient exercés, la valeur du contrat serait de 2,12 Mds USD. A noter qu'*Hopper*, filiale d'*Air Peace*, exploite déjà six ERJ145 du constructeur brésilien. Selon l'Autorité de l'aviation civile nigériane, *Air Peace* était en 2018 le 1<sup>er</sup> opérateur du marché domestique aérien au Nigéria avec 22 055 vols et plus de 4,2 M de passagers, soit 40% du total.

[barthelemy.blanc@dgtresor.gouv.fr](mailto:barthelemy.blanc@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Nigéria : *Access Bank* émet 15 Mds NGN (37,2 M EUR) d'obligations vertes

Premières obligations vertes d'entreprise du Nigéria et d'Afrique, les créances ont été émises sur le *Nigerian Stock Exchange* et le *FMDQ OTC Securities Exchange*. Les obligations ont une échéance de 5 ans pour un taux fixe de 15,5 % et doivent servir à financer des projets d'investissements environnementaux. La banque d'investissement *Chapel Hill Denham* a servi d'arrangeur principal et de conseiller financier à *Access Bank*. Par ailleurs, le groupe bancaire panafricain *Ecobank*, présent dans 36 pays, a annoncé l'injection de 64 M USD dans sa filiale nigériane (24 % du total de ses actifs, soit 5,4 Mds USD), suite à la décision d'adopter le taux de change du marché de 364 NGN/USD plutôt que le taux officiel de 306 NGN/USD.

[paul.vernus@dgtresor.gouv.fr](mailto:paul.vernus@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Libéria : projet de construction d'un marché pour 3,8 M USD financé par le Japon

Le projet de construction du marché 14 Omega a été officiellement lancé en présence du Président Weah, dans la communauté Omega à Paynesville (14 km à l'est de Monrovia). Les travaux seront entrepris par la société de construction locale BMC Group, sous la supervision de la *Liberian Agency for Community Empowerment*, grâce à un financement de 3,8 M USD de l'Etat japonais. Selon le Président Weah, la structure pourra accueillir près de 4 000 vendeurs une fois terminée.

[paul.vernus@dgtresor.gouv.fr](mailto:paul.vernus@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Sierra Leone : Orange et Ericsson s'associent pour développer la 4G

Le partenariat entre les deux entreprises française et suédoise va rendre disponible la 4G sur 60 sites en s'appuyant sur le système radio d'Ericsson qui offre peu de latence. Orange a également annoncé qu'il étendrait l'utilisation de ce système à ses autres sites dans le pays pour couvrir des services de la 2G à la 5G. Pour rappel, l'opérateur français est présent en Sierra Leone depuis octobre 2017, suite au rachat d'Airtel Sierra Leone avec son partenaire sénégalais Sonatel. En plus des 30 M EUR déjà investis dans la remise à niveau des infrastructures, Orange a annoncé fin 2018 la construction d'une cinquantaine de nouvelles antennes-relais cette année, en plus des 235 que l'entreprise possède déjà dans le pays.

[pierre-edouard.charpentier@dgtresor.gouv.fr](mailto:pierre-edouard.charpentier@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Ethiopie : Octroi d'une enveloppe de 20 M USD pour le soutien aux réformes par la Suède**

Le gouvernement suédois a décidé d'octroyer une nouvelle aide de 20 M USD à l'Éthiopie afin de soutenir les réformes amorcées par le gouvernement éthiopien et favoriser le soutien institutionnel et civil entre les deux pays. Avec cette nouvelle enveloppe, la stratégie bilatérale suédoise bénéficie désormais d'un budget de 120 M USD pour la période 2016-2020, auquel s'ajoutent des enveloppes supplémentaires pour l'année 2019 : 14 M USD pour l'aide humanitaire, 5 M USD pour l'aide à la recherche et 10 M USD pour le soutien à la résilience.

✉ [pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr](mailto:pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Tanzanie : Accord entre la NSSF et l'entreprise *Bakhresa Group* pour la production sucrière**

La Caisse nationale de sécurité sociale tanzanienne (NSSF) a signé un accord avec l'entreprise *Bakhresa Group* visant à partager son expertise en matière d'investissement dans les industries de la canne à sucre afin de répondre à la demande croissante de sucre dans le pays, estimée à plus de 670 000 t. La production a atteint 303 431 tonnes au cours de l'exercice 2017-2018 (+3,5 % par rapport à 2015-2016). *Bakhresa Group* devrait prochainement lancer deux usines dans l'Est du pays pour une production annuelle de 250 000 tonnes. Le gouvernement souhaite doubler la production nationale de sucre d'ici à 2022.

✉ [philippe.galli@dgtresor.gouv.fr](mailto:philippe.galli@dgtresor.gouv.fr)

## SECTEURS D'ACTIVITES

---

### ▼ Agriculture et agroalimentaire

#### ▼ Côte d'Ivoire : le prix bord champ du cacao fixé à 750 FCFA/kg (1,14 EUR/kg)

Le directeur général du Conseil du Café-Cacao (CCC) vient d'annoncer que le prix bord champ du cacao a été maintenu à 750 FCFA/kg (1,14 EUR/kg) pour la campagne intermédiaire 2019 (du 1<sup>er</sup> avril à fin septembre). Afin de compenser le manque à gagner des producteurs dû à la baisse des cours sur le marché international, l'État consent une subvention de 38 Mds de FCFA (57,93 M EUR). Le directeur général du CCC a d'ailleurs invité l'ensemble des opérateurs au respect scrupuleux de ce prix. Selon le CCC, cette spéculation représente 40 % des recettes d'exportation, soit 10 % du PIB du pays. Pour rappel, la Côte d'Ivoire est le 1<sup>er</sup> producteur mondial de cacao avec plus de 1,7 M de t, soit 40% de l'offre mondiale.

✉ [alpha.ly@dgtresor.gouv.fr](mailto:alpha.ly@dgtresor.gouv.fr)

#### ▼ Côte d'Ivoire : le droit unique de sortie (DUS) de noix de cajou à l'exportation baisse de 10% à 7%

A l'issue du Conseil des ministres, du 3 avril 2019, le porte-parole du gouvernement Sidi Tiémoko Touré a annoncé qu'en raison de la baisse des cours internationaux, le gouvernement a baissé le taux du DUS sur les exportations de noix de cajou de 10 % à 7 %. Il a souligné que le taux a été revu à la baisse après l'observation de la baisse des cours à l'international : 1 157 EUR la tonne en 2019 contre 1 512 EUR la tonne en 2018. Selon le FAO, la Côte d'Ivoire était en 2017 le 3<sup>ème</sup> producteur mondial de noix de cajou et le 1<sup>er</sup> en Afrique, avec une production de 711 000 t. Pour 2019, le gouvernement prévoit une production de 800 000 t contre 761 000 en 2018.

✉ [alpha.ly@dgtresor.gouv.fr](mailto:alpha.ly@dgtresor.gouv.fr)

#### ▼ Tanzanie : montée en puissance de la filière de transformation de la viande

Plusieurs projets en cours attestent la volonté du gouvernement de lutter contre les filières illégales et de remplacer les exportations de bétail par celles de produits transformés. La construction d'un abattoir d'une valeur de 5,5 M USD, qui sera le plus grand d'Afrique de l'Est et centrale selon le quotidien *The Guardian*, a débuté dans la région côtière. Par ailleurs, la banque publique dédiée au développement agricole a annoncé le 5 avril qu'elle accompagnerait un autre projet impliquant la société égyptienne NECAI dans la même région. Le gouvernement souhaite porter la production de viande de 394 600 tonnes en 2016 à 742 500 tonnes en 2021.

✉ [philippe.galli@dgtresor.gouv.fr](mailto:philippe.galli@dgtresor.gouv.fr)



## ▼ Energie et matières premières

### ▼ Cameroun : un nouveau code pétrolier adopté par le parlement

Le nouveau texte, qui sera promulgué par le chef de l'État dans un délai de 15 jours, vise à « relancer l'exploitation des hydrocarbures, améliorer le niveau de leur production, accroître les revenus de l'État et l'épanouissement des populations riveraines des champs pétroliers ». Concrètement, le nouveau code pétrolier prévoit la simplification des procédures et un assouplissement des régimes fiscal, douanier et de change. Il autorise désormais l'exploitation conjointe des blocs faisant l'objet de contrats distincts. Il se veut plus attractif pour les investisseurs, qui auront désormais des obligations de transparence et de développement des communautés riveraines des champs pétroliers.

✉ [alix.nembot@dgtresor.gouv.fr](mailto:alix.nembot@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Côte d'Ivoire : baisse de la production d'or

La production aurifère en Côte d'Ivoire a atteint les 24,5 tonnes en 2018, soit une baisse de 3,7 %. Cela est dû à de nombreux arrêts de travail dans la mine de Tongon dans le nord du pays du fait de revendications salariales. La production de diamant est elle aussi en chute de 22,9 % en raison de l'épuisement des zones d'exploitation et du manque de recherche géologique pour détecter de nouvelles zones. Pour rappel, le chiffre d'affaires du secteur minier en Côte d'Ivoire est de 539 Mds F CFA (830 M EUR).

✉ [christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr](mailto:christophe.deletoille@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Côte d'Ivoire : nouvelle augmentation des prix du carburant à la pompe

Les prix du carburant super sans plomb et gasoil moteur connaissent une légère augmentation pour la période allant du 1<sup>er</sup> au 30 avril 2019. Selon une note de la direction générale des hydrocarbures, le carburant super sans plomb passe de 610 FCFA (0,93 EUR) à 620 FCFA (0,95 EUR), soit une augmentation de 10 FCFA (0,02 EUR). Le prix du gasoil moteur passe de 610 FCFA (0,93 EUR) à 615 FCFA (0,94 EUR) le litre, soit une augmentation de 5 FCFA (0,01 EUR). Quant au gaz butane, les prix restent inchangés.

✉ [alpha.ly@dgtresor.gouv.fr](mailto:alpha.ly@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Kenya : développement de deux projets solaires de 10 MW

*InfraCo Africa*, une branche du *Private Infrastructure Development Group* (PIDG) a signé des accords de prêts convertibles avec le développeur de centrales solaires *Gigawatt Global* pour un montant de 2,2 M USD. Les fonds visent à soutenir les activités de développement des projets solaires Samburu et Transmara, d'une capacité de 10 MW chacun, en amont de la clôture financière. *Gigawatt Global* explore la possibilité de libeller le contrat de rachat de l'électricité produite d'au moins l'un des projets en monnaie locale (KES), une première en Afrique sub-saharienne en dehors de l'Afrique du Sud. Les projets, situés dans les comtés de Narok et de Samburu, desserviront des populations marginalisées en termes d'accès aux infrastructures de base.

✉ [benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr](mailto:benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Rwanda : projet de fourniture d'eau potable en partenariat public-privé (PPP) à Kigali**

La capitale rwandaise a attribué en 2017 la fourniture d'eau potable pour plus de la moitié de sa population (500 000 personnes) à *Kigali Water Ltd* (KWL), une filiale de l'entreprise émiratie *Metito*, au travers d'un PPP de 27 ans. Une usine d'eau potable d'une capacité de 40 000m<sup>3</sup>/jour, soit un tiers du volume d'eau potable consommé quotidiennement à Kigali, est actuellement en construction. La mise en service est prévue pour 2020. Le projet, d'un coût total de 60,8 M USD, est financé par un financement mixte public-privé, est considéré comme l'un des premiers PPP du continent pour la fourniture d'eau potable, et fera office de pilote dans le domaine.

✉ [philippine.de-brevand@diplomatie.gouv.fr](mailto:philippine.de-brevand@diplomatie.gouv.fr)

▼ **Rwanda : 400 M USD pour un projet de gaz embouteillé sur le lac Kivu**

Le projet, porté par *Gasmeth Energy*, une société détenue par des actionnaires américains, nigériens et rwandais, vise à extraire le gaz du lac Kivu et à le mettre en bouteille en vue d'une commercialisation auprès des particuliers et des industries comme les usines de thé. *Gasmeth Energy* s'est engagé à investir 400 M USD auprès du gouvernement rwandais pour réaliser le projet. Le bois et le charbon sont les principaux combustibles utilisés au Rwanda. Les eaux profondes du lac Kivu recèlent d'importantes quantités de méthane (entre 50 et 60 Mds m<sup>3</sup>) qui représenteraient, si elles étaient libérées, une menace pour les populations riveraines ainsi que le climat. L'extraction de méthane est déjà pratiquée à des fins de production d'électricité sur les rives du lac. Le début du projet de gaz embouteillé est prévu en 2021 pour une durée de sept ans.

✉ [philippine.de-brevand@diplomatie.gouv.fr](mailto:philippine.de-brevand@diplomatie.gouv.fr)

▼ **Industries**

▼ **Cameroun et Côte d'Ivoire : une industrie cosmétique estimée à 580 M EUR en 2018, en croissance annuelle de 7 %**

La demande de cosmétiques en Afrique subsaharienne est en forte croissance depuis quelques années, aussi bien pour les intrants destinés à la production locale que pour les produits finis. Au Cameroun et en Côte d'Ivoire, elle atteint 7 % par an pour une valeur globale du marché estimée à 580 M EUR en 2018. Cette forte croissance s'accompagne d'une structuration des filières locales et de distribution, ce qui facilite l'accès aux opportunités pour les fournisseurs français, que ce soit de solutions pour l'industrie locale ou de produits finis pour le marché aval. Du 13 au 17 mai 2019, Business France vous amène à la rencontre des décideurs de la filière cosmétique de ces deux pays importants, qui sont aussi les portes d'accès à un marché de plus de 480 M de consommateurs.

✉ [patrick.bassom@businessfrance.fr](mailto:patrick.bassom@businessfrance.fr)

## ▼ Services

### ▼ Ghana : 272 établissements de microfinance sous stress financier selon la Banque centrale

Selon le dernier rapport de la Banque centrale sur le secteur financier, 272 institutions de microfinance (IMF) et banques rurales connaîtraient actuellement une situation de manque de liquidités ou seraient proches de la faillite. Ce nombre représente près de 38,5 % de l'ensemble des établissements financiers non bancaires du pays. La situation menacerait directement les dépôts de plus de 700 000 personnes, estimés à 740 M GHC (130 M EUR). Plus de la moitié du total des dépôts détenus par les IMF seraient en péril. Ce constat était déjà connu en début d'année 2018 mais n'avait pas donné lieu à un plan de sauvetage. Celui-ci devrait être finalement lancé au cours du second trimestre 2019.

✉ [virgile.satge@dgtresor.gouv.fr](mailto:virgile.satge@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Tanzanie : dynamisme du secteur touristique

Selon le Premier ministre tanzanien, les revenus du secteur touristique ont atteint 2,4 Mds USD en 2018 (en hausse de 7,1 % par rapport à 2017), du fait d'une augmentation du nombre de touristes de près de 13 % en un an, portant le nombre d'arrivées à 1,5 million. Le secteur attire de nombreux investisseurs étrangers, dont la firme chinoise CTS qui a annoncé la construction de plusieurs hôtels en Tanzanie. Le gouvernement a créé en février cinq parcs nationaux dans la région du Lac Victoria au nord-ouest du pays, dans un effort de diversification des pôles d'attractions touristiques, aujourd'hui concentrés sur Zanzibar et les safaris de la région du Kilimandjaro.

✉ [philippe.galli@dgtresor.gouv.fr](mailto:philippe.galli@dgtresor.gouv.fr)

## ENTREPRISES

---

### ▼ Burkina Faso : inauguration de la Banque agricole du Faso

Le gouvernement burkinabè a procédé à l'inauguration de la Banque agricole du Faso (BADF) à Ouagadougou le 29 mars 2019. Cette nouvelle banque comporte 94 actionnaires qui ont constitué un capital de démarrage de 14,8 Mds FCFA (21,8 M EUR), au-delà du minimum exigé par la commission bancaire. L'actionnariat est composé de 70 personnes physiques, 3 sociétés d'Etat, 8 sociétés privées et 13 organisations paysannes. Désormais quinzième banque du paysage financier de Ouagadougou, la Banque agricole du Faso aura fort à faire pour percer le marché dominé par Coris bank (19,5% de parts) de l'homme d'affaires Idrissa Nassa, suivi par la filiale burkinabé de *BMCE Bank of Africa* (17 %) et le panafricain *Ecobank* (16,5 %).

✉ [valerie.traore@dgtresor.gouv.fr](mailto:valerie.traore@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Mauritanie : la compagnie aérienne MAIL renforce sa flotte aérienne.

La compagnie aérienne mauritanienne MAIL vient de réceptionner son premier avion sur les deux appareils Embraer 175 commandés auprès de la société brésilienne Embraer. Le nouvel appareil est d'une capacité de 76 places, dont 12 de première classe. A noter que l'achat des deux appareils avait coûté à la Mauritanie 93,8 M USD.

✉ [mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr](mailto:mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr)

## CARNET ET AGENDA

---

### ▼ Tchad : la troisième réunion des négociateurs en chef des pays ACP-UE a eu lieu à N'Djamena

Un bilan du cycle de négociations lancées il y a six mois a été fait. Les négociateurs en chef de l'UE et des pays Afrique-Caraïbes-Pacifique notent des progrès considérables accomplis. L'accord de Cotonou régissant actuellement les relations entre l'UE et les pays ACP arrivera à échéance en 2020. De nouvelles négociations entre les pays ACP et l'UE ont donc été lancées à New York le 28 septembre 2018 en marge de l'Assemblée générale des Nations Unies.

✉ [couleaudc@afd.fr](mailto:couleaudc@afd.fr)

### ▼ Cameroun : Une délégation du FMI attendu du 23 avril au 3 mai

La délégation du FMI est attendue au Cameroun pour préparer la 4<sup>ème</sup> revue du programme économique de la Facilité élargie de crédit (FEC). La présentation du dossier camerounais au Conseil d'administration du FMI est prévue pour le mois de juin. Depuis la conclusion du programme en juin 2017, le Cameroun a bénéficié de décaissements du FMI s'élevant à 245 Mds FCFA.

✉ [evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr](mailto:evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Burkina Faso : un nouveau directeur général à la BICIAB, filiale de BNP Paribas

Jean-Louis Menann Kouamé, ancien directeur général de la Banque internationale pour le commerce et l'industrie de la Côte d'Ivoire (BICICI, filiale du groupe bancaire français BNP Paribas) est le nouveau directeur général de la filiale burkinabé de BNP Paribas, la BICIA-B (Banque internationale pour le commerce, l'industrie et l'artisanat du Burkina). Yao Kouassi, qui dirigeait la BICIA-B depuis octobre 2016, après avoir été directeur général adjoint de la BICICI, devrait prendre, quant à lui, le chemin inverse, pour devenir le nouveau directeur général de la BICICI à Abidjan.

✉ [michel.dhe@dgtresor.gouv.fr](mailto:michel.dhe@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Burkina Faso : 3<sup>ème</sup> Semaine des Energies et des Energies renouvelables d'Afrique (SEERA 2019)

La 3<sup>ème</sup> Semaine des Energies et des Energies renouvelables d'Afrique (SEERA 2019) se déroulera à Ouagadougou du 4 au 6 avril 2019 sur le thème « Politiques et innovations pour une transition énergétique réussie », sous le haut patronage du Premier ministre Joseph Christophe Dabiré, la présidence du ministre de l'Énergie Dr Bachir Ismaël Ouédraogo, la co-présidence du ministre de l'Environnement, de l'Économie verte et du Changement climatique, Nestor Bassière, et sous le parrainage du secrétaire exécutif de l'Organisation du traité d'interdiction complète des essais nucléaires (OTICE), Lassina Zerbo.

✉ [valerie.traore@dgtresor.gouv.fr](mailto:valerie.traore@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Niger : Mohamed Bazoum officiellement investi candidat du parti au pouvoir aux élections présidentielles de 2021**

Actuel ministre de l'Intérieur et président du Parti nigérien pour la démocratie et le socialisme (PNDS-Tarayya), Mohamed Bazoum a été investi le 31 mars lors du congrès extraordinaire de cette formation politique au pouvoir, comme candidat officiel aux élections présidentielles de 2021 pour tenter de succéder à Issoufou Mahamadou, chef de l'Etat en exercice. Ce choix avait déjà été entériné, le 10 février, à l'unanimité des voix par les membres du PNDS Tarayya, lors d'une réunion du Comité exécutif national (CEN).

✉ [cossuc@afd.fr](mailto:cossuc@afd.fr)

Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MEAE ni des ministères économiques et financiers.

La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère de l'Economie et des Finances.

**Contacts**

Objectifafrique.DAOI@diplomatie.gouv.fr  
anne.cussac@diplomatie.gouv.fr  
tresor-communication@dgtresor.gouv.fr

**Remerciements à :**

l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique, Croissance Peace et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

**Contributions :**

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à : [objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr](mailto:objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr)

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné ([prenom.nom@dgtresor.gouv.fr](mailto:prenom.nom@dgtresor.gouv.fr); liste des services économiques par pays : <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays>)

**AVEC LE CONCOURS DE :**

